

Parties contractantes Verdragsluitende Partijen	Date du dépôt des acceptations (art.XX paragraphe b) Datum van neerlegging aanvaardingen (art.XX paragraaf b)	Entrée en vigueur (art.XX paragraphe c) Inwerkingtreding (art.XX paragraaf c)
Uruguay	13/08/2012	
Venezuela		
Vietnam		
Yémen Jemen		
Zambie Zambia		
Zimbabwe		

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/31460]

18 NOVEMBRE 2015. — Arrêté royal relatif à la formation des membres des services publics de secours et modifiant divers arrêtés royaux. — Traduction allemande. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 143 du 23 mai 2016, page 32847, il y a lieu d'apporter les corrections suivantes :

Dans le premier tableau, dernière ligne, lire "549" au lieu de "471", "337" au lieu de "307", "1.004" au lieu de "896" et "14.347,00" au lieu de "13.405,00".

Cet erratum fait suite à l'erratum publié au *Moniteur belge* du 30 octobre 2017 (page 96457) par le Service public fédéral Intérieur.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/31460]

18 NOVEMBER 2015. — Koninklijk besluit betreffende de opleiding van de leden van de openbare hulpdiensten en tot wijziging van diverse koninklijke besluiten. — Duitse vertaling. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 143 van 23 mei 2016, bladzijde 32847, moeten de volgende correcties worden aangebracht:

In de eerste tabel, laatste rij, lees "549" in plaats van "471", "337" in plaats van "307", "1.004" in plaats van "896" en "14.347,00" in plaats van "13.405,00".

Dit erratum volgt op het erratum dat door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in het *Belgisch Staatsblad* van 30 oktober 2017 (bladzijde 96457) werd gepubliceerd.

FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES

[C - 2017/31460]

18. NOVEMBER 2015 — Königlicher Erlass über die Ausbildung der Mitglieder der öffentlichen Hilfsdienste und zur Abänderung verschiedener Königlicher Erlasse — Deutsche Übersetzung — Erratum

Im *Belgischen Staatsblatt* Nr. 143 vom 23. Mai 2016, Seite 32847, müssen folgende Korrekturen angebracht werden:

In der ersten Tabelle, letzte Zeile, ist "549" anstelle von "471", "337" anstelle von "307", "1.004" anstelle von "896" und "14.347,00" anstelle von "13.405,00" zu lesen.

Vorliegendes Erratum ist infolge des Erratums erstellt worden, das vom Föderalen Öffentlichen Dienst Inneres im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. Oktober 2017 (Seite 96457) veröffentlicht worden ist.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C - 2017/31494]

12 NOVEMBRE 2017. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 7 février 2007 relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique

RAPPORT AU ROI

Sire,

Conformément à l'article 2 de la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales, la Banque nationale de Belgique établit la balance des paiements et la position extérieure globale, ainsi que les statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique. À cette fin, l'article 3 de la même loi prévoit que la Banque nationale de Belgique est habilitée à recueillir les informations concernant les opérations et les avoirs visés au paragraphe 1^{er} dudit article. Le deuxième paragraphe de l'article 3 oblige les personnes "qui effectuent ou prêtent leur concours à des opérations visées au § 1^{er}" à fournir à la Banque nationale de Belgique les informations requises pour l'établissement de ces statistiques.

Il arrive que ces personnes que la loi désigne sous le terme de "déclarants", omettent de fournir les informations requises dans les délais impartis. Jusqu'il y a peu, la loi du 28 février 2002 prévoyait en

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C - 2017/31494]

12 NOVEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Overeenkomstig artikel 2 van de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen, stelt de Nationale Bank van België de betalingsbalans en de externe vermogenspositie en de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België op. Met dat oogmerk bepaalt artikel 3 van dezelfde wet dat de Nationale Bank van België bevoegd is om informatie te verzamelen over de transacties en tegoeden die in de eerste paragraaf van dit artikel worden opgesomd. De tweede paragraaf van artikel 3 verplicht de personen "die in § 1 bedoelde transacties verrichten of die hun medewerking eraan verlenen", om de vereiste informatie voor het opstellen van deze statistieken te verstrekken aan de Nationale Bank van België.

Het komt voor dat deze personen, die de wet aanduidt als "gegevensverstrekkers", nalaten om de vereiste informatie te verstrekken binnen de daartoe voorziene termijn. Voor die hypothese voorzagt

ce cas une procédure dite d' "exécution d'office". Ce mécanisme, dont les modalités sont définies à l'article 19 de l'arrêté royal du 7 février 2007 relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique, prévoit la possibilité pour la Banque nationale de Belgique de prendre certaines mesures pour obtenir les informations requises. Elle peut ainsi se rendre auprès du déclarant pour consulter sur place les "pièces comptables et (...) tous les autres documents pertinents et (...) toutes les informations pertinentes", ou établir les états statistiques à la place du déclarant. Toutefois, cette procédure d' "exécution d'office" s'avère complexe à mettre en pratique et requiert des moyens disproportionnés pour obtenir le résultat visé.

C'est pourquoi la loi du 28 février 2002 a été récemment adaptée et dotée d'un nouveau mécanisme permettant à la Banque nationale de Belgique d'inciter de manière plus efficace les déclarants à se plier à leur obligation de fournir les informations requises. Ce mécanisme consiste en l'imposition, par la Banque nationale de Belgique aux déclarants récalcitrants, d'astreintes déterminées par jour civil de retard dans la fourniture des informations requises.

L'arrêté qui est soumis à Votre signature, a pour objet de déterminer les modalités concrètes de la procédure à suivre par la Banque nationale de Belgique pour imposer des astreintes. Il y a lieu, à cet effet, de modifier l'article 19 de l'arrêté royal du 7 février 2007. Comme indiqué, cet article prévoit aujourd'hui encore la procédure à suivre pour procéder à l' "exécution d'office", procédure qu'il y a lieu de remplacer par celle de l'imposition d'astreintes.

Compte tenu des éventuelles conséquences financières d'une astreinte pour le déclarant, cette procédure doit prévoir que, préalablement à l'imposition d'une astreinte, le déclarant soit explicitement averti qu'il a omis de procéder à la déclaration, et qu'il dispose de suffisamment de temps pour régulariser sa situation. Par ailleurs, la procédure doit permettre au déclarant mis en demeure de faire connaître sa position à la Banque nationale de Belgique.

L'arrêté qui est soumis à Votre signature, prévoit que dans un premier temps, un procès-verbal du défaut est établi et une mise en demeure est envoyée par pli recommandé au déclarant, lui enjoignant de transmettre les informations requises dans un délai d'au moins un mois ou de communiquer par écrit les moyens de sa défense.

Si, à l'issue du délai, le déclarant n'a toujours pas transmis à la Banque nationale de Belgique les informations requises, la Banque nationale de Belgique peut, éventuellement à la lumière des moyens de défense communiqués par le déclarant, procéder à l'imposition des astreintes prévues par la loi du 28 février 2002. Dans le cadre de la décision d'imposer ces astreintes, la Banque nationale de Belgique détermine la date à laquelle les astreintes commencent à courir. La Banque nationale de Belgique informe le déclarant de sa décision par lettre recommandée.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

AVIS 62.170/2 DU 18 OCTOBRE 2017 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL "PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE ROYAL DU 7 FEVRIER 2007 RELATIF A L'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS, DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE ET DES STATISTIQUES DU COMMERCE INTERNATIONAL DES SERVICES ET DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS DE LA BELGIQUE"

Le 19 septembre 2017, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances, chargé de la Lutte contre la fraude fiscale à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant modification de l'arrêté royal du 7 février 2007 relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la

de wet van 28 februari 2002 tot voor kort in de zogenaamde "uitvoering van ambtswege". Dit mechanisme, waarvan de modaliteiten worden vastgelegd in artikel 19 van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België, voorziet in de mogelijkheid voor de Nationale Bank van België om bepaalde maatregelen te nemen om de vereiste informatie te bekomen. Zo kan zij zich naar de gegevensverstrekker begeven om "alle relevante boekhoudkundige of andersoortige documenten en informatie" ter plaatse in te kijken en kan zij eventueel de vereiste statistische staten opstellen in de plaats van de gegevensverstrekker. De procedure van de "uitvoering van ambtswege" blijkt in de praktijk evenwel omslachtig te zijn en disproportioneel veel middelen te vragen om het beoogde resultaat te bereiken.

Om die reden werd de wet van 28 februari 2002 recent aangepast en werd een nieuw mechanisme ingeschreven dat de Nationale Bank van België moet toelaten de gegevensverstrekkers op een meer efficiënte manier aan te zetten om tegemoet te komen aan hun verplichting om de vereiste informatie te verstrekken. Dit mechanisme houdt in dat de Nationale Bank van België aan onwillige gegevensverstrekkers dwangsommen kan opleggen die worden bepaald per kalenderdag vertraging in de verstrekking van de vereiste informatie.

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, beoogt de concrete modaliteiten te bepalen van de procedure die de Nationale Bank van België dient te volgen om dwangsommen op te leggen. Hiertoe dient artikel 19 van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 te worden gewijzigd. Zoals aangegeven voorziet dit artikel vandaag nog de procedure die dient te worden gevolgd om over te gaan tot de "uitvoering van ambtswege" en die dient te worden vervangen door de procedure voor het opleggen van dwangsommen.

Gelet op de mogelijke financiële consequenties van een opgelegde dwangsom voor de gegevensverstrekker, moet deze procedure erin voorzien dat alvorens een dwangsom wordt opgelegd, de gegevensverstrekker uitdrukkelijk wordt gewezen op zijn nalatigheid en voldoende tijd krijgt om één en ander recht te zetten. Bovendien dient de procedure de in gebreke gestelde gegevensverstrekker de gelegenheid te geven om zijn standpunt ter zake kenbaar te maken aan de Nationale Bank van België.

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, voorziet dat in een eerste fase een proces-verbaal van de tekortkoming wordt opgesteld en een aangetekende ingebrekestelling wordt verstuurd aan de gegevensverstrekker waarin deze laatste wordt aangemaand om binnen een periode van ten minste één maand de vereiste informatie vooralsnog over te maken dan wel zijn verweermiddelen schriftelijk mee te delen.

Indien de gegevensverstrekker de vereiste informatie nog steeds niet heeft overgemaakt aan de Nationale Bank van België bij het verstrijken van deze termijn, kan de Nationale Bank van België, eventueel in het licht van de door de gegevensverstrekker overgemaakte verweermiddelen, overgaan tot het opleggen van de dwangsommen die de wet van 28 februari 2002 bepaalt. Als onderdeel van de beslissing tot het opleggen van deze dwangsommen bepaalt de Nationale Bank van België de datum waarop de dwangsommen beginnen te verbeuren. De Nationale Bank van België stelt de gegevensverstrekker in kennis van haar beslissing per aangetekend schrijven.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

ADVIES 62.170/2 VAN 18 OKTOBER 2017 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT "TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 7 FEBRUARI 2007 MET BETREKKING TOT HET OPSTELLEN VAN DE BETALINGSBALANS, VAN DE EXTERNE VERMOGENSPOSITIE EN VAN DE STATISTIEKEN INZAKE DE INTERNATIONALE HANDEL IN DIENSTEN EN DE BUITENLANDSE DIRECTE INVESTERINGEN VAN BELGIË"

Op 19 september 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën, belast met Bestrijding van de fiscale fraude verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 met betrekking tot het opstellen

position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique”.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 18 octobre 2017.

La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Luc Detroux et Wanda Vogel, conseillers d'Etat, Sébastien Van Drooghenbroeck et Marianne Dony, assesseurs, et Bernadette Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Wanda Vogel.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 octobre 2017.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois "sur le Conseil d'Etat", coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

1. L'arrêté en projet trouve son fondement juridique exclusivement dans la troisième phrase de l'article 7, § 3, de la loi du 28 février 2002 "organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales" ("Le Roi détermine la procédure à suivre par la Banque nationale de Belgique pour imposer ces astreintes").

Il y a dès lors lieu d'omettre de l'alinéa 1^{er} du préambule le visa de l'article 3, §§ 1^{er} et 2, de cette loi. En revanche, il convient de préciser que l'article 7, § 3, précité a été remplacé par la loi du 31 juillet 2017.

2. À l'alinéa 2 du préambule et dans l'article 1^{er}, il y a lieu de mentionner dans la version française l'intitulé exact de l'arrêté royal du 7 février 2007, à savoir l'arrêté royal "relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique".

3. Dans la version française de l'article 2, au paragraphe 3 en projet, il y a lieu de remplacer les mots "à l'alinéa précédent" par les mots "au paragraphe 2", et dans la version néerlandaise de cette disposition, les mots "de voorgaande paragraaf" seront remplacés par les mots "paragraaf 2".

4. S'agissant de "jours", la qualification de "civils" ou "calendrier" est inutile pour les différencier des jours autrement qualifiés, fériés, ouvrables ou ouvrés.

Dans les paragraphes 3 et 4 en projet à l'article 2, il y a donc lieu de supprimer l'adjectif "civils" dans le texte français et de remplacer le mot "kalenderdagen" par "dagen" dans la version néerlandaise.

5. Le Conseil d'Etat se demande s'il est bien nécessaire de prévoir à l'article 19, § 4, en projet (article 2 du projet), outre un délai initial de quinze jours pour l'évaluation des informations transmises par le déclarant, un nouveau délai de quinze jours pour notifier au déclarant une éventuelle décision de non conformité avec les exigences de l'article 3 de la loi du 28 février 2002.

La réponse à cette préoccupation s'accompagnera d'une clarification du texte quant au sort à réserver aux astreintes pendant le délai qui sépare la transmission des informations de la notification de la décision.

Le greffier,

B. Vigneron.

Le président,

P. Vandernoot.

van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België".

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 18 oktober 2017.

De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Luc Detroux en Wanda Vogel, staatsraden, Sébastien Van Drooghenbroeck en Marianne Dony, assessoren, en Bernadette Vigneron, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wanda Vogel.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 oktober 2017.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten "op de Raad van State", gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

1. Het ontwerp besluit vindt uitsluitend rechtsgrond in de derde zin van artikel 7, § 3, van de wet van 28 februari 2002 "ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen" ("De Koning bepaalt de procedure die de Nationale Bank van België dient te volgen om deze dwangsommen op te leggen").

In het eerste lid van de aanhef dient dan ook de verwijzing naar "artikel 3, §§ 1 en 2", van die wet te vervallen. Daarentegen dient te worden gepreciseerd dat het voornoemde artikel 7, § 3, vervangen is bij de wet van 31 juli 2017.

2. In de Franse tekst van het tweede lid van de aanhef en van artikel 1 dient het juiste opschrift van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 te worden vermeld, namelijk "relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique".

3. In artikel 2 van het ontwerpbesluit moeten in de Franse tekst van de ontworpen § 3 de woorden "à l'alinéa précédent" vervangen worden door de woorden "au paragraphe 2" en moeten in de Nederlandse tekst ervan de woorden "de voorgaande paragraaf" vervangen worden door de woorden "paragraaf 2".

4. Met betrekking tot het begrip "dagen" is het niet dienstig gebruik te maken van het woord "kalenderdagen" ("jours civils" of "jours calendrier" in het Frans) om een onderscheid te maken met feestdagen en werkdagen.

Bijgevolg dient in de Franse tekst van de ontworpen paragrafen 3 en 4 (artikel 2 van het ontwerp) het adjectief "civils" te worden weggelaten en dient in de overeenstemmende Nederlandse tekst het woord "kalenderdagen" te worden vervangen door "dagen".

5. De Raad van State vraagt zich af of het wel noodzakelijk is om in het ontwerp artikel 19, § 4 (artikel 2 van het ontwerp), bovenop de oorspronkelijke termijn van vijftien dagen voor de beoordeling van de door de gegevensverstrekker bezorgde gegevens, te voorzien in een nieuwe termijn van vijftien dagen om de gegevensverstrekker in kennis te stellen van een eventuele beslissing aangaande het niet in overeenstemming zijn van de gegevens met de vereisten van artikel 3 van de wet van 28 februari 2002.

Het antwoord op die vraag dient gepaard te gaan met een verduidelijking in de tekst over hoe het zit met de dwangsommen tijdens de termijn tussen het bezorgen van de gegevens en de kennisgeving van de beslissing.

De griffier,

B. Vigneron.

De voorzitter,

P. Vandernoot.

12 NOVEMBRE 2017. — Arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 7 février 2007 relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 février 2002 organisant l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique et portant modification de l'arrêté-loi du 6 octobre 1944 relatif au contrôle des changes et de diverses dispositions légales, l'article 7, § 3, remplacé par la loi du 31 juillet 2017;

Vu l'arrêté royal du 7 février 2007 relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique;

Vu l'avis n° 62.170/2 du Conseil d'Etat, donné le 18 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'intitulé du chapitre VI de l'arrêté royal du 7 février 2007 relatif à l'établissement de la balance des paiements, de la position extérieure globale et des statistiques du commerce international des services et des investissements directs étrangers de la Belgique, est remplacé par ce qui suit : "Chapitre VI Astreintes".

Art. 2. Dans l'article 19 du même arrêté, les paragraphes 2 à 8 sont remplacés par ce qui suit :

"§ 2. En cas de défaillance du déclarant, la Banque nationale de Belgique en fait constat dans un procès-verbal qui indique les déclarations et les périodes de déclaration pour lesquelles le déclarant est en défaut. La Banque nationale de Belgique envoie ce procès-verbal au déclarant en annexe d'une lettre recommandée dans laquelle la Banque nationale de Belgique met le déclarant en demeure. Cette mise en demeure comprend, outre l'intégralité du texte des articles 2, 3 et 7, § 3, de la loi du 28 février 2002 et du texte du présent article, une description succincte des obligations statistiques et de leurs bases légales ou réglementaires. Dans cette mise en demeure, la Banque nationale de Belgique détermine également la date ultime à laquelle le déclarant doit transmettre les informations requises ou communiquer par écrit les moyens de sa défense. Cette date se situe au moins un mois après la date d'envoi de la mise en demeure par pli recommandé.

§ 3. Si le déclarant reste en défaut après la date déterminée conformément au paragraphe 2, la Banque nationale de Belgique peut décider d'imposer les astreintes prévues à l'article 7, § 3, de la loi du 28 février 2002. La Banque nationale de Belgique notifie au déclarant par lettre recommandée sa décision d'imposer des astreintes, et motive cette décision. Dans sa décision, la Banque nationale de Belgique détermine la date à partir de laquelle les astreintes commencent à courir. Cette date, qui est explicitement mentionnée dans la notification par pli recommandé de la décision de la Banque nationale de Belgique à l'encontre du déclarant, est déterminée de manière à se situer quinze jours au moins après la date d'envoi de ladite notification.

§ 4. Les astreintes cessent de courir une fois que le déclarant a transmis les informations requises à la Banque nationale de Belgique.

Si le déclarant transmet des informations après que les astreintes aient commencé à courir, la Banque nationale de Belgique procède à l'évaluation de ces informations. Dans un délai de huit jours à compter de la date de la transmission des informations, la Banque nationale de Belgique envoie par lettre recommandée au déclarant une notification du résultat de cette évaluation.

12 NOVEMBER 2017. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 februari 2002 ter regeling van het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België en houdende wijziging van de besluitwet van 6 oktober 1944 betreffende de wisselcontrole en van verschillende wettelijke bepalingen, artikel 7, § 3, vervangen bij de wet van 31 juli 2017;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 februari 2007 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België;

Gelet op het advies nr. 62.170/2 van de Raad van State, gegeven op 18 oktober 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van hoofdstuk VI van het koninklijk besluit van 7 februari 2007 met betrekking tot het opstellen van de betalingsbalans, van de externe vermogenspositie en van de statistieken inzake de internationale handel in diensten en de buitenlandse directe investeringen van België, wordt vervangen als volgt: "Hoofdstuk VI Dwangsommen".

Art. 2. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de paragrafen 2 tot en met 8 vervangen als volgt :

"§ 2. Indien de gegevensverstrekker in gebreke blijft, stelt de Nationale Bank van België dit vast in een proces-verbaal dat aangeeft op welke aangiftes en welke rapporteringsperiodes de tekortkoming van de gegevensverstrekker slaat. De Nationale Bank van België verzendt dit proces-verbaal aan de gegevensverstrekker als bijlage bij een aangetekend schrijven waarin de Nationale Bank van België de gegevensverstrekker in gebreke stelt. Deze ingebrekestelling bevat, naast de integrale tekst van de artikelen 2, 3 en 7, § 3, van de wet van 28 februari 2002 en de tekst van onderhavig artikel, een beknopte beschrijving van de statistische verplichtingen en hun wettelijke of reglementaire basis. In deze ingebrekestelling bepaalt de Nationale Bank van België eveneens de datum waarop de gegevensverstrekker ten laatste de vereiste gegevens dient over te maken dan wel zijn verweermiddelen schriftelijk dient mee te delen. Deze datum wordt ten minste één maand na de datum van verzending van de aangetekende ingebrekestelling vastgelegd.

§ 3. Indien de gegevensverstrekker in gebreke blijft na de datum die overeenkomstig paragraaf 2 wordt vastgelegd, kan de Nationale Bank van België besluiten de dwangsommen bepaald in artikel 7, § 3, van de wet van 28 februari 2002 op te leggen. De Nationale Bank van België stelt de gegevensverstrekker per aangetekend schrijven in kennis van haar beslissing om dwangsommen op te leggen en motiveert deze beslissing. Als onderdeel van haar beslissing legt de Nationale Bank van België de datum vast vanaf wanneer de dwangsommen beginnen te verbeuren. Deze datum, die uitdrukkelijk wordt vermeld in de aangetekende kennisgeving van de beslissing door de Nationale Bank van België aan de gegevensverstrekker, wordt zo bepaald dat hij ten minste vijftien dagen later valt dan de datum van verzending van deze kennisgeving.

§ 4. De dwangsommen houden op met verbeuren wanneer de gegevensverstrekker de vereiste gegevens heeft overgemaakt aan de Nationale Bank van België.

Indien de gegevensverstrekker gegevens overmaakt nadat de verbeuring van de dwangsommen een aanvang heeft genomen, gaat de Nationale Bank van België over tot de beoordeling van deze gegevens. Binnen een termijn van acht dagen te rekenen vanaf de datum van overmaking van de gegevens verzendt de Nationale Bank van België per aangetekend schrijven aan de gegevensverstrekker een kennisgeving van het resultaat van deze beoordeling.

Si la Banque nationale de Belgique estime que les informations transmises sont en conformité avec les exigences de l'article 3 de la loi du 28 février 2002 et des arrêtés et règlements pris pour son exécution, elle confirme cette conformité dans cette notification écrite, ainsi que le fait que les astreintes ont cessé de courir à la date de la transmission de ces informations. Elle indique également dans cette notification le délai pendant lequel les astreintes ont couru.

Si la Banque nationale de Belgique estime que les informations transmises ne sont pas en conformité avec les exigences de l'article 3 de la loi du 28 février 2002 et des arrêtés et règlements pris pour son exécution, elle indique dans la notification écrite les raisons pour lesquelles les informations que le déclarant lui a transmises ne sont pas conformes au prescrit légal et l'avertit que les astreintes n'ont pas cessé de courir à la date de la transmission de ces informations et continuent de courir tant que les informations requises ne lui ont pas été fournies."

Art. 3. Le ministre qui a les Finances dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C – 2017/31495]

10 NOVEMBRE 2017. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques

La Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35bis, § 1, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié en dernier lieu par la loi de 27 décembre 2005, § 2, inséré par la loi du 10 août 2001 et modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2016, et l'article 72bis, § 1bis, alinéa 1^{er}, troisième et dernière phrases, inséré par la loi du 22 décembre 2008 et modifié en dernier lieu par la loi du 22 juin 2016, et § 2, deuxième et troisième alinéa, remplacé par la loi du 22 décembre 2008;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, l'article 38, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu la proposition de la Commission de Remboursement des Médicaments, émise le 22 août 2017;

Vu l'avis émis par l'inspecteur des finances donnés le 7 septembre 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 11 septembre 2017;

Vu la notifications aux demandeurs du 21 septembre 2017;

Vu l'avis n°62.252/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 fixant les procédures, délais et conditions en matière d'intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans le coût des spécialités pharmaceutiques, tel qu'il a été modifié à ce jour, sont apportées les modifications suivantes :

Indien de Nationale Bank van België van oordeel is dat de overgemaakte gegevens in overeenstemming zijn met de vereisten van artikel 3 van de wet van 28 februari 2002 en de ter uitvoering hiervan genomen besluiten en reglementen, bevestigt zij deze overeenstemming in deze schriftelijke kennisgeving alsook het feit dat de dwangsommen hebben opgehouden te verbeuren op de datum van overmaking van deze gegevens. Zij vermeldt in deze kennisgeving eveneens de duurtijd van de verbeuring van de dwangsommen die heeft plaatsgevonden.

Indien de Nationale Bank van België oordeelt dat de overgemaakte gegevens niet in overeenstemming zijn met de vereisten van artikel 3 van de wet van 28 februari 2002 en de ter uitvoering hiervan genomen besluiten en reglementen, geeft zij in de schriftelijke kennisgeving de redenen aan waarom de gegevens die de gegevensverstrekker haar heeft overgemaakt, niet in overeenstemming zijn met de wettelijke vereisten en wijst zij hem erop dat de dwangsommen niet hebben opgehouden te verbeuren op de datum van overmaking van deze gegevens en blijven verbeuren zolang de vereiste gegevens haar niet worden overgemaakt."

Artikel 3. De minister bevoegd voor Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 november 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C – 2017/31495]

10 NOVEMBER 2017. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 27 december 2005, § 2, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 2001 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016, en artikel 72bis, § 1bis, eerste lid, derde en laatste zinnen, ingevoegd bij de wet van 22 december 2008 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 22 juni 2016, en § 2, tweede en derde lid, vervangen bij de wet van 22 december 2008;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, artikel 38, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de voorstellen van de Commissie Tegemoetkoming Geneesmiddelen, uitgebracht op 22 augustus 2017;

Gelet op de advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 7 september 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 11 september 2017;

Gelet op de notificaties aan de aanvragers op 21 september 2017;

Gelet op het advies nr. 62.252/2 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. In de bijlage I van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot vaststelling van de procedures, termijnen en voorwaarden inzake de tegemoetkoming van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de kosten van farmaceutische specialiteiten, zoals tot op heden gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :